

## La préfecture remet en cause le droit à l'existence !

Malgré les annonces du gouvernement sur la politique d'hébergement et de logement, la préfecture de Haute Garonne a décidé, suite à la fermeture des accueils hivernaux, **de jeter dehors ce mercredi 10 avril 2013, 60 personnes, dont 30 enfants scolarisés.**

Nous sommes révoltés par ces agissements illégaux, inhumains et complètement absurdes de la préfecture.

**Illégaux :** L'hébergement est soumis aux principes d'inconditionnalité et de continuité, suivant le code de l'action sociale et des familles.

**Inconditionnalité :** « *Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et sociale a accès à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence [...] quelle que soit sa situation administrative* » (art. L345-2-2).

**Continuité :** *Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y bénéficier d'un accompagnement personnalisé et y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée* » (art L345-2-3).

**Inhumains :** En conséquence de cette politique « sociale », ces personnes se retrouvent totalement isolées et démunies. La préfecture génère des situations d'angoisse dues à une incertitude permanente (nuitées d'hôtel renouvelées ou pas chaque jour).

Quelque soit la solution trouvée (hébergement institutionnel, squats, campements,...), la réponse de la préfecture est toujours l'expulsion et donc la remise à la rue. **Chassées de partout, ces personnes ont-elles seulement le droit d'exister ?**

**Absurdes :** La Préfecture de la Haute-Garonne préfère dépenser l'argent public pour remettre à la rue à grand renfort de forces policières, payer des chambres d'hôtels (souvent insalubres), payer des vigiles pour garder des bâtiments vides, murer des bâtiments, plutôt que de financer une politique sociale adaptée, efficace et pérenne.

**Le GPS (Groupement Pour la défense du travail Social), soutenu par le DAL, EDQ, Act up, CNT, SUD services publics, MOC, AL..., appelle à un rassemblement place St Etienne mercredi 10 avril à partir de 12H**

Plus d'informations : <http://gps.midipy.overblog.com>

## La préfecture remet en cause le droit à l'existence !

Malgré les annonces du gouvernement sur la politique d'hébergement et de logement, la préfecture de Haute Garonne a décidé, suite à la fermeture des accueils hivernaux, **de jeter dehors ce mercredi 10 avril 2013, 60 personnes, dont 30 enfants scolarisés.**

Nous sommes révoltés par ces agissements illégaux, inhumains et complètement absurdes de la préfecture.

**Illégaux :** L'hébergement est soumis aux principes d'inconditionnalité et de continuité, suivant le code de l'action sociale et des familles.

**Inconditionnalité :** « *Toute personne sans abri en situation de détresse médicale, psychique et sociale a accès à tout moment, à un dispositif d'hébergement d'urgence [...] quelle que soit sa situation administrative* » (art. L345-2-2).

**Continuité :** *Toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y bénéficier d'un accompagnement personnalisé et y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée* » (art L345-2-3).

**Inhumains :** En conséquence de cette politique « sociale », ces personnes se retrouvent totalement isolées et démunies. La préfecture génère des situations d'angoisse dues à une incertitude permanente (nuitées d'hôtel renouvelées ou pas chaque jour).

Quelque soit la solution trouvée (hébergement institutionnel, squats, campements,...), la réponse de la préfecture est toujours l'expulsion et donc la remise à la rue. **Chassées de partout, ces personnes ont-elles seulement le droit d'exister ?**

**Absurdes :** La Préfecture de la Haute-Garonne préfère dépenser l'argent public pour remettre à la rue à grand renfort de forces policières, payer des chambres d'hôtels (souvent insalubres), payer des vigiles pour garder des bâtiments vides, murer des bâtiments, plutôt que de financer une politique sociale adaptée, efficace et pérenne.

**Le GPS (Groupement Pour la défense du travail Social), soutenu par le DAL, EDQ, Act up, CNT, SUD services publics, MOC, AL..., appelle à un rassemblement place St Etienne mercredi 10 avril à partir de 12H**

Plus d'informations : <http://gps.midipy.overblog.com>

